

## Guinée Équatoriale:

### Quand le pétrole modifie la politique nationale et sous-régionale, 1990-2008

PALE Miré Germain

Département d'Espagnol  
Université Alassane Ouattara  
[palemire@yahoo.fr](mailto:palemire@yahoo.fr)

**Résumé:** L'objectif de cet article est de présenter les changements politiques résultant de l'émergence de l'économie pétrolière dans l'ancienne colonie espagnole. Elle fait face à plusieurs défis liés à son statut de nouvel État pétrolier aussi bien au niveau national que régional. En effet, la nouvelle richesse fait du régime de Malabo l'objet de plusieurs convoitises. Au niveau national, cette convoitise vient de l'opposition qui se sent exclue non seulement du jeu politique mais aussi des bénéfices générés par le pétrole. La conquête du pouvoir politique est, de ce fait, une nécessité pour les partis politiques de l'opposition. Ils sont favorables à toutes les voies pouvant leur permettre d'y accéder ; y compris celles des coups d'État. En plus des effets des rivalités nationales, le pétrole vient donner un nouvel enjeu à la délimitation des frontières terrestre et maritime entre le pays d'Obiang et certains pays de la zone. Plusieurs conflits frontaliers refont donc surface au moment où ce pays est classé parmi les grands pays pétroliers de l'Afrique. Ces conflits qui compliquent les relations entre le géant pétrolier et ses voisins mettent à mal la politique d'intégration prônée dans la sous-région.

**Mots-clés:** Guinée Équatoriale, pétrole, confiscation du pouvoir, coup d'État, rivalités sous-régionales

**Abstract:** The purpose of this article is to present the political changes resulting from the emergence of the oil's economy in the former Spanish colony. Equatorial Guinea faces several challenges related to its status as a new oil state at both national and regional levels. Indeed, the new wealth makes the Malabo regime the object of greed. At the national level, this lust comes from the opposition, which feels excluded not only from the political game but also from the profits of the oil windfall. The conquest of the political power is therefore a necessity for the political parties of the opposition. They are in favor of all the ways that can enable them to access it; including the tracks of coups. In addition to the effects of national rivalries, oil comes to give a new stake to the delimitation of land and sea borders between Equatorial Guinea and some countries in the zone. Several border conflicts are resurfacing at the time when this country is ranked among the major oil countries of Africa. These conflicts that complicate relations between the oil giant and its neighbors undermine the integration policy advocated in the sub-region.

**Keywords:** Equatorial Guinea, oil, confiscation of power, tracks of coup, sub-regional rivalries.

## **Introduction**

La Guinée Équatoriale, ancienne colonie espagnole a connu une crise économique occasionnée par une répression politique au lendemain de l'indépendance. Le président Obiang Nguema qui hérite d'un pays agricole, économiquement affaibli, tente de redresser cette économie entre 1980 et 1992. Les efforts dans ce sens ne donnent pas les résultats escomptés. Dans cette situation de pays démuné, le régime en place était pratiquement muet et soumis aux exigences des pays voisins dont il bénéficie des soutiens. Certains voisins comme le Cameroun, était considéré comme parrain du « petit pays frère pauvre » à la tête duquel se trouve Obiang Nguema, le cadet du président camerounais. À partir de ce moment, les responsabilités et le leadership dans les organisations sous-régionales étaient du domaine réservé des autres pays exceptée la Guinée Équatoriale, considérée comme économiquement handicapée. À partir de 1992, une situation conjoncturelle change considérablement la situation économique du pays. En effet, d'importants gisements de pétrole sont découverts et mis en exploitation. En quelques mois d'exploitation de ces champs pétroliers, la croissance économique prend fière allure et devient exponentielle. Devenu un géant pétrolier, le pays change l'image que ses voisins avaient de lui jusque-là. De même, les opposants politiques multiplient les efforts dans l'objectif d'accéder au pouvoir. De son côté, le régime en place n'entend pas abandonner ce pouvoir au moment où il devient plus juteux et confortable. Les questions que nous nous sommes posées dans cette investigation sont: quels sont les changements politiques entraînés par l'introduction du pétrole dans l'économie équato-guinéenne? Quels sont les effets de ces changements sur la politique nationale et sous-régionale? Ce travail tente de relever tous ces bouleversements politiques et relationnels provoqués par le pétrole dans l'économie du pays d'Obiang Nguema.

### **I-Les conflits sociopolitiques internes**

Avant l'économie pétrolière, la situation sociopolitique équato-guinéenne était déjà instable à cause du régime nguémiste, trop autoritaire. Pendant plusieurs décennies, l'opposition équato-guinéenne a convoité le pouvoir politique sans y accéder, le régime ayant écarté toute idée d'alternance. L'accès au pouvoir est longtemps resté une vaine tentative de l'opposition. Depuis 1992, cette quête est renforcée par l'économie pétrolière. Les opposants, exilés pour la plupart, multiplient les actions pouvant leur permettre d'y accéder. De leur côté,

les tenants du pouvoir n'entendent rien lâcher de ce pouvoir, devenu plus juteux. Ils s'activent au mieux pour que leurs adversaires soient écartés.

Chacun des deux camps; opposition et parti au pouvoir emploie force et stratégies soit pour se protéger ou pour déstabiliser l'adversaire politique. On a à cet effet de multiples tentatives de coups d'État et de coups d'État préfabriqués ou inventés selon Martial Tchenzette (2006). L'idée de préfabrication de coup d'État est perçue par plusieurs observateurs comme étant une mesure de protection. Autrement dit, c'est une politique du régime de Malabo qui vise la confiscation et la consolidation du pouvoir politique.

### **I-1-La confiscation du pouvoir et la question d'instabilité politique**

La confiscation et la consolidation du pouvoir politique sont deux notions qui caractérisent les régimes nguémistes. La confiscation du pouvoir renvoie à l'idée de garder le pouvoir pour soi et ses proches, et la consolidation, celle d'en faire une rente perpétuelle sans partage.

Il convient de chercher à comprendre pourquoi la plupart des dirigeants, surtout ceux du Tiers Monde, s'accrochent au pouvoir. Ils le confisquent et mettent tout en œuvre pour le consolider quel que soit le prix ou les moyens à employer.

La confiscation du pouvoir dont il est question en Guinée Équatoriale, est traduite par l'attitude du régime actuel à refuser toute alternance à la tête de l'État. Tout changement, s'il est souhaité, c'est bien celui qui doit être d'un descendant direct du président actuel. C'est ce que Campos Serrano appelle "le langage familial dans la gestion politique"<sup>1</sup>. Cette culture politique oligarchique fait bonne école en Guinée Équatoriale. Pour éléments d'illustration nous avons les successions: Macías Nguema-Obiang Nguema et la future succession souhaitée et en planification: Teodoro Obiang Nguema-Teodorín Obiang Nguema. La première, même si elle n'était pas planifiée par Macías, elle été tout de même faciliter en amont, de façon non consciente par ce dernier.

En effet, le président Macías Nguema qui avait plus confiance en son neveu, le plaça à la tête de l'armée nationale en qualité de ministre de la défense. Avec le temps Obiang Nguema qui gagne une bonne popularité au sein de son armée devient l'homme a tout faire du président Macías Nguema. Mais quelques années plus tard, les relations d'oncle à neveu qui

---

<sup>1</sup> -A. Campos Serrano, *Petróleo y Estado postcolonial: transformaciones de la economía política en Guinea Ecuatorial, 1995-2010, implicaciones para la coherencia de políticas españolas*, Madrid, fundación Corolina, 2011, p.97.

donnaient confiance à Macías Nguema deviennent contre le président une épée par laquelle il périt. Grâce à sa position d'homme incontournable dans l'armée, le lieutenant-colonel Obiang Nguema réussit le putsch contre son oncle le 03 août 1979.

La gestion du pays par le même régime depuis quatre décennies maintenant, après Macías Nguema, justifie la conception du pouvoir de Malabo, par certains observateurs, comme étant un bien familial. Aussi, le fait que les opposants dits "vrais opposants" soient contraints à l'exil semble être une autre justification de la confiscation du pouvoir politique. En fait, il est difficile de comprendre que la compétition politique soit libre en démocratie, mais soumis à la volonté d'un régime dans le cas de la Guinée Équatoriale. À ce niveau, le multipartisme annoncé dans ce pays (qui impose une théorie d'essai démocratique sans fin) n'est qu'un "subterfuge pour masquer la confiscation du pouvoir politique"<sup>2</sup>. Les partis politiques de l'opposition considérés comme étant officiels ne sont que des clubs de soutien au régime en place. Ce que nous avons qualifié d'une "opposition complice"<sup>3</sup>. Il n'y a donc pas de véritable opposition.

En conduisant ce travail, les raisons pour lesquelles les dirigeants africains en général refusent le plus souvent le partage du pouvoir, mettant ainsi à mal l'application des normes démocratiques, ont été examinées. Deux raisons donnent une réponse qui peuvent permettre de comprendre cette attitude des dirigeants africains.

La première est liée au fait que l'accès et le contrôle des richesses passe par le contrôle de l'appareil de l'État. Dans le cas de la Guinée Équatoriale, c'est la ressource pétrolière qui motive les luttes politiques. Mvomo Ela résume cette idée quand il dit que « la sublimation et la confiscation du pétrole cristallisent les enjeux politiques, dans des conditions où le contrôle du pouvoir signifie droit d'accès à la rente pétrolière et la maîtrise du « territoire national »<sup>4</sup>. Si le contrôle de l'appareil de l'État devient la condition première pour accéder à la richesse générée par le pétrole, il faut donc le préserver, voire le confisquer et le consolider. Ce désir de la classe politique au pouvoir se traduit par plusieurs attitudes. Ce sont entre autres l'organisation d'élections irrégulières et les restrictions faites aux exilés d'y participer.

Un autre aspect qui traduit ce refus est la préfabrication des coups d'État. La préfabrication des coups d'État est un système dans lequel un régime organise un auto-coup

---

<sup>2</sup> -Miré Palé, "El pueblo ecuatoguineano ante el ensayo democrático de Obiang Nguema, ¿imagen de un alumno mediocre?" In *Germivoire* n°5, 2017, p.99.

<sup>3</sup> -Ibid, p.101.

<sup>4</sup> -Wullson MVOMO ELA, "La Guinée Équatoriale: l'éveil d'un dragon et le nouvel ordre géopolitique en Afrique Centrale" in *ENJEUX, Bulletin d'Analyse Géopolitique pour l'Afrique Centrale* N°28, op.cit, p.7.

d'État. C'est en fait une tentative qui n'a point d'aboutissement et dont les véritables acteurs ne sont jamais connus. Les enquêtes sur de tels coups sont toujours sans résultats parce qu'elles ne sont que des mises en scène dans lesquelles les auteurs enquêtent sur eux-mêmes. C'est pourquoi certains analystes considèrent que c'est un moyen de préservation du pouvoir de sa quête. Parmi eux, Martial Tchenzette affirme: « Les coups d'État qui parfois sont préfabriqués visent un double objectif à savoir la neutralisation des adversaires politiques et la recherche d'une justification au renforcement des mesures de protection du pouvoir de légitimation de l'État d'exception ».<sup>5</sup>

Mais si le pouvoir est protégé, il est aussi perpétuellement soumis à une lutte pour sa conquête. Ceux qui sont au contrôle veulent s'y éterniser. Ceux qui n'y sont pas encore, cherchent tous les moyens possibles d'y parvenir.

La seconde raison qui explique la confiscation du pouvoir politique en Afrique en général se trouve être la crainte des représailles après sa perte éventuelle. Il est en effet fréquent que des anciens chefs d'État subissent des vengeances de la part de leurs successeurs, parce que ceux-ci ont connu des injustices pendant qu'ils étaient dans l'opposition. Aussi les anciens chefs d'État sont-ils le plus souvent inculpés de divers crimes et exactions (crime économique, crime contre l'humanité, crime de guerre...). Des crimes qui, souvent sont effectivement commis, mais dans bien des cas ce ne sont que de simples accusations. Ils n'ont été que des “modèles de pratiques politiques” en Afrique. En principe dans le conformisme personne ne devrait payer pour s'être alligné.

Ils sont tout de même poursuivis judiciairement et font l'objet d'incarcération. À ce sujet, les exemples sont légions ces dernières années (courant 2010 à nos jours). Il s'agit en effet des soulèvements populaires, appelés “printemps arabes” et les printemps noirs non-nommés de l'Afrique noire dans lesquels des chefs d'État ont été destitués. Les avoirs de ceux-ci ont été gelés, et certains parmi eux comparaissent devant des juridictions nationales ou internationales pour plusieurs accusations. C'est le cas de Laurent Gbagbo, Blaise Compaoré, Yaya Jammeh, etc.

Il est difficile d'indiquer avec exactitude les véritables raisons pour lesquelles le pouvoir politique est perpétuellement dans une logique de confiscation, car les raisons sont multiples, complexes et d'origines diverses. L'on pourrait de façon indirecte indexer aussi les puissances internationales. Celles-ci ont le plus souvent une main invisible qui prête main

---

<sup>5</sup> -Martial TCHENZETTE, « État sécuritaire, rente pétrolière et ambition régionale de la Guinée équatoriale » in ENJEUX, *Bulletin d'Analyse Géopolitique pour l'Afrique Centrale N°28*, op.cit, p14.

forte à certains chefs d'État pour des raisons économiques. La logique de confiscation et de consolidation du pouvoir en Afrique demeure un "modèle politique et de gouvernance". L'évolution statique de la démocratie est la conséquence de cet état de fait. Or tant que le pouvoir est consolidé pour un régime éternel, les voies non-démocratiques d'accès au pouvoir sont les plus envisagées. C'est la quête incessante du pouvoir politique par le moyen de la force.

## **I-2-La quête incessante du pouvoir et la question des coups d'État**

La quête du pouvoir par la force résulte du refus de son partage et de l'acceptation de l'alternance. Ces dernières années, les tentatives de putschs se multiplient en Guinée Équatoriale. Avant le pétrole, il y a eu, certes, des tentatives de coups d'État, mais depuis la décennie 2000, c'est devenu un phénomène recurrent. Si les voies démocratiques d'accès à la tête de l'État (la voie des urnes) sont barricadées, cela voudrait dire aussi qu'il est impossible d'y accéder de façon démocratique. En d'autres termes, cela signifie que l'accès au pouvoir politique n'est possible que par la force (l'une des voies non-démocratiques).

C'est semble-t-il ce pourquoi la quête du pouvoir par la force est une activité régulière en Guinée Équatoriale depuis 1979 (date du premier coup d'État réussi et unique dans ce pays). La course au pouvoir commence aux premières heures de l'accession à l'indépendance. En effet, cinq mois après son élection, c'est-à-dire le 5 mars 1969, le premier président de la République échappe à un coup d'État. C'est la toute première manifestation de la course au pouvoir après la date du 12 octobre 1968, marquant l'indépendance de ce pays. En réaction à cette tentative, le président Macías Nguema mène une répression contre plusieurs hommes politiques, civils et militaires. Il contraint plusieurs à l'exil, instaure le système de parti unique et s'autoproclame président à vie.

Le refus de changement exprimé par le système de parti unique, l'absence de constitution et la répression engagée contre la population conduisent à un deuxième coup d'État ; qualifiée de révolution de palais ou encore de coup de la liberté. C'est celui perpétré par le colonel Obiang Nguema, le 03 Août 1979, qui met fin au régime du autoproclamé "président à vie". Cependant, la fin de Macías Nguema ne met pas tout de suite fin ni au système de parti unique ni à la volonté de préservation du pouvoir. Comme le dit Leguineche : « Les événements à l'intérieur de la Guinée [Equatoriale] ressemblent de plus en plus aux intrigues et machinations qui marquèrent le règne de Macías [Nguema]. De sorte que la

Guinée équatoriale a changé de façade mais pas de méthode (...) Teodoro Obiang Nguema connaît à la perfection les mécanismes de conduite du pouvoir de Macías Nguema »<sup>6</sup>. Ce système va continuer jusqu'en 1992 où une ouverture politique « formelle » est faite. Toutefois, cette ouverture ne garantit aucune liberté aux opposants exilés. Plusieurs exilés se sentent pour cela exclus de la vie politique et publique. Cette situation a d'ailleurs entraîné la formation d'un gouvernement de la Guinée Équatoriale en exil (en Espagne), qui a tenté plusieurs putschs.

Les leaders politiques frustrés et exilés n'ont qu'un seul désir: voir Obiang Nguema partir du pouvoir, peu importe le moyen. Si par le passé, ces leaders politiques de l'opposition étaient animés par un simple désir de participer à la vie politique, ce désir est renforcé par la nouvelle donne économique : le pétrole. La richesse pétrolière rend la course au pouvoir plus manifeste, car l'accès à cette nouvelle richesse passe par le contrôle du pouvoir politique. Selon Mvomo Ela « La prédominance des activités pétrolières dans l'économie équato-guinéenne fait du contrôle de l'appareil de l'État la condition première d'accès à la richesse générée par le pétrole »<sup>7</sup>. Le pouvoir politique ainsi instrumentalisé, par le régime, devient un objet de quête. Peu importe les moyens à employer. C'est ce qui explique la multiplicité des tentatives de coup d'État dans ce pays.

### **I-3-La permanence des coups d'Etat et l'instabilité sociopolitique**

La fréquence des coups d'État est doublement perçue par les observateurs. Comme nous l'avons déjà indiqué, il y a des coups d'État qui sont préfabriqués et dont l'objectif est la recherche de mesures de protection. Pour certains observateurs donc, c'est une intention du régime de légitimer ses moyens de protection et de répression.

Mais il faut reconnaître qu'à côté de cette de préfabrication des putschs, il y a des coups d'État qui viennent de l'extérieur. Il ne faut pas oublier que le pétrole représente un enjeu majeur pour les puissances internationales et certains hommes d'affaires. Le pétrole est le poumon du monde industriel. En tant que tel, sa quête se fait par tous les moyens pouvant permettre son acquisition. C'est à juste titre que Favennec indique: si l'on peut émettre l'hypothèse d'une préfabrication des coups d'État à des fins politiques, il faut reconnaître

---

<sup>6</sup> - A.M. LEGUINICHE: "La lucha por el poder, nunca cesó del todo en el país de Obiang" in la vanguardia, Barcelona, 26 de Marzo de 1983, p.11.

<sup>7</sup> - Wullson MVOMO ELA, "la Guinée Equatoriale : l'éveil d'un dragon et le nouvel ordre géopolitique en Afrique Centrale" ENJEUX, op.cit., p.7.

qu'il ne saurait être permis d'éluder aussi facilement la menace permanente de déstabilisation qui plane sur tout État pétrolier au moment où cet hydrocarbure est de plus en plus convoité<sup>8</sup>.

La conception des intentions déstabilisatrices en question a une double origine: convoitise des puissances internationales et logique de légitimation de l'État d'exception. La première se perçoit dans l'absence de résultats des enquêtes diligentées en vue de connaître les auteurs de ces putschs. La deuxième se manifeste à travers des coups d'État dans lesquels ces géants économiques du monde sont le plus souvent impliqués ou indexés. Le coup d'État de 2004 en l'occurrence a révélé plusieurs implications internationales. En 2004 en effet, soixante-sept personnes ont été arrêtées à Harare (Zimbabwe) à bord du Boeing 727-100. En plus des 67, trois autres attendaient à l'atterrissage. La mission secrète de ces personnes était de mettre fin au régime du président Obiang Nguema.

Les personnalités impliquées semblent infirmer toute hypothèse de préfabrication de coup d'État, en tout cas pour ce qui est de celui de 2004. Car les mercenaires en question sont connus pour des actions antérieures similaires dans lesquelles la main invisible de certaines puissances internationales a été rendue visible.

L'un des mercenaires arrêté est Simon Mann, fondateur d'*Executive Outcomes*. Il est connu pour avoir organisé une série d'opérations de ce type en Afrique, principalement, au bénéfice de sociétés pétrolières britanniques. Un autre est Nick du Toit, l'un des directeurs de *Military Technical service* (M.T.S)<sup>9</sup>, une société basée à Pretoria. Arrêté à Malabo, Nick du Toit dit être au service d'Ely Chalil, négociant en pétrole. Libanais d'origine Chalil est basé à Londres. Ce dernier aurait financé l'opération qui était destinée à renverser Obiang à l'intention de Severo Moto, président du prétendu gouvernement de la Guinée Équatoriale en exil. Severo Moto est considéré comme l'ennemi numéro un du régime actuel de Malabo. Il a été cité dans la tentative du coup d'État de début juillet 2005. En mars 2008, il fut arrêté en Espagne avec des armes qui seraient destinées à une opération militaire en Guinée Équatoriale, selon les autorités espagnoles.

La multiplicité des tentatives de coups d'État et la qualité des personnalités qu'elles impliquent à l'intérieur tout comme à l'extérieur du pays traduisent les enjeux et les jeux pétroliers autour de la Guinée Équatoriale.

---

<sup>8</sup>-J. P. FEVENEC, "Géopolitique du pétrole au début du XXIe siècle" in *Commentaire* N°99, Automne 2002, pp.537-549 ; cité par Martial Tchenzette, ENJEUX, Op.cit.

<sup>9</sup>-Une importante compagnie de mercenaires, créée au début des années 1990 en Afrique du Sud. Durant la période de l'apartheid, avant 1994, les agents de cette compagnie étaient impliqués dans des coups d'Etat dans divers pays d'Afrique dont l'Angola, la Zambie, l'Éthiopie, le Botswana, la Namibie et la Sierra Leone.



Qu'elles soient réelles ou préfabriquées les multiples tentatives de coups d'État constituent une menace pour la société. Elles font planer le doute sur la sécurité et la stabilité du pays.

Il faut retenir que le pétrole donne lieu à une situation où le pouvoir politique est dans une logique de confiscation et de consolidation par le régime en place. Et cette confiscation du pouvoir crée une volonté de quête permanente de ce même pouvoir. Les deux situations opposées entraînent le pays dans l'insécurité et l'instabilité constantes.

En plus de ces tensions internes, le pays fait face à de nombreux conflits externes.

## **II-Les conflits externes**

Les conflits liés au pétrole ne sont pas seulement internes. Ils sont aussi externes et opposent la Guinée Equatoriale à ses voisins. Les questions qui font l'objet de ces conflits ne sont pas nouvelles. Elles ont existé et semblaient être résolues. Mais elles ont été, depuis peu, tonifiées par l'apparition du pétrole dans l'espace maritime de l'ancienne colonie espagnole. Ces conflits compliquent les relations entre les voisins. Ils entravent par ailleurs le processus d'intégration et de développement commun tant souhaités et exprimés par la mise en place de l'organisation sous régionale qu'est la CEMAC.

### **II-1-La resurgence des conflits frontaliers**

Depuis la découverte du pétrole, plusieurs problèmes frontaliers refont surface et constituent de véritables questions conflictuelles entre voisins.

En 1972, un conflit frontalier opposait la Guinée Équatoriale au Gabon au sujet de l'appartenance des îles de Mbañie, Conga et Cocoteros. Ce sont des territoires situés en face des côtes gabonaises, jadis administrés par le colonisateur espagnol. Les deux pays étaient sur le pied de guerre lorsque le président gabonais Oumar Bongo s'était rendu sur l'île de Mbañie pour y planter le drapeau gabonais.

Sous l'égide de l'ancien président congolais Marien Nguabi, mandaté par l'OUA, un consensus avait été trouvé à ce différend en septembre 1974. Cet accord met fin à ce litige entre Bongo et Macías, établissant la souveraineté du Gabon sur Mbañie. Le même accord est remis en cause aujourd'hui par la Guinée Équatoriale en vertu d'un autre accord remontant au début du 20<sup>e</sup> siècle entre l'Espagne et la France. Le rebondissement de la question frontalière résulte, en fait, de la volonté de Malabo de renforcer son « territoire national ». Malabo réclame les îles de Mbañie dans sa volonté de reconfigurer ses frontières. La requête n'étant

pas recevable par les autorités gabonaises, devient un point de discorde. Ces conflits n'opposent pas seulement le Gabon à la Guinée Équatoriale. Le nouveau pays pétrolier est aussi engagé dans des conflits portant sur la délimitation de ses frontières maritimes avec le Nigéria, le Cameroun et São Tomé et Príncipe.

La question du conflit frontalier réside dans le champ pétrolifère de Zafiro. Un litige autour de ce site a conduit la Guinée Équatoriale, le Nigeria et le Cameroun devant la Cour internationale de justice de la Haye. Depuis novembre 1990, ce litige, né d'un simple problème de délimitation des frontières nationales, tourne autour des questions, hautement abstraites, du choix des méthodes adéquates pour définir le tracé des frontières maritimes.

Au-delà de ces considérations frontalières, il existe des rivalités au sein des États de l'Afrique centrale.

### **II-3-Les rivalités au sein de la CEMAC et la question de l'intégration sous-régionale**

La CEMAC est un exemple de confédération actuelle des États. C'est une organisation semblable à l'ASEAN (Association des États de l'Asie du Sud-est), ALENA (Accords de Libre Echange Nord-Américain), CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), etc.

La CEMAC est donc une organisation communautaire sous-régionale qui a des ambitions de coopération et d'intégration. Elle regroupe six États membres dont le Gabon, le Cameroun, le Tchad, le Congo, la République Centre Africaine et la Guinée Équatoriale. Son objectif premier qui est l'intégration de ses membres, est difficilement réalisable à cause de certaines rivalités au sein de l'organisation. Il y a deux principaux faits qui font l'objet de ces rivalités : le problème de *leadership* dans l'organisation et la reconfiguration des frontières. Cette situation contraste avec les ambitions des États membres contenues dans les objectifs de l'organisation.

#### **II-3-1-Objectifs et principes de la CEMAC**

Mises en place en janvier 1985, la CEMAC œuvre pour l'intégration, la solidarité, la paix et le développement de tous les pays membres. Les sommets des chefs d'États sont à cet effet érigés en événements occupant une place importante et centrale dans les médias nationaux, en vue de la vulgarisation et de la sensibilisation sur l'intégration régionale. Ce qui

permet de faire connaître les objectifs, les projets, les réalisations et les difficultés de l'organisation.

Cet outil d'intégration envisage à l'échelle sous-régionale, l'organisation des semaines de la CEMAC; l'inscription dans les grilles de programmes de radios et de télévisions des émissions dédiées à la CEMAC; des rubriques de la presse écrite consacrées aux mêmes sujets. Il faut ajouter à cela l'insertion de banderoles, pancartes, des spots dont les messages font allusion à l'intégration sous régionale pendant les manifestations inhérentes à la fête nationale ou d'indépendance respectives de chacun des six pays membres.

Il est par ailleurs envisagé l'incorporation dans les programmes d'éducation civique scolaire, des chapitres traitant des questions afférentes à la CEMAC, la création de clubs CEMAC au sein des lycées et collèges; la création au sein des universités des départements d'enseignement et de recherche dédiés à l'intégration régionale. Plusieurs stratégies sont mises en place pour l'intégration.

Pour y parvenir, des principes et des objectifs ont été définis. Il est du ressort des États membres de convenir sur ces principes qui sont :

- le principe de primauté des règles communautaires sur les législations nationales;
- le principe de subsidiarité qui ne réserve à l'échelon communautaire que ce qui ne peut être réalisé efficacement par les États;
- le principe d'une discipline commune acceptée par tous.

Les textes de la CEMAC prévoient qu'un État qui ne remplit pas les obligations puisse être trainé devant la cour de justice communautaire.

En somme, l'organisation est la mise sur pied d'un cadre d'échange favorisant le passage des identités nationales aux identités sous régionales. Le but est d'amener les populations à croire et à adhérer à la dynamique d'intégration.

Cependant, cet objectif de l'organisation est difficilement réalisable à cause des problèmes de *leadership*.

### **II-3-2-Les effets du problème de leadership sur l'Organisation**

Le problème de leadership prend forme avec le nouveau statut de la Guinée Équatoriale comme État pétrolier. Autrefois isolé et déprécié, ce pays a connu un regain

d'intérêt en raison de sa dernière croissance économique. Dans ce nouveau contexte, le pays mendiant d'hier dont la nouvelle donne pétrolière vient redéfinir le standing territorial, stratégique et géopolitique affirme des prétentions de puissance économique-politique dans la région d'Afrique Centrale. Devenue le principal créancier des instances financières de la CEMAC avec 50% des dépôts, la Guinée Équatoriale revendique une place et un rôle conformes à son nouveau statut économique. Elle remet ainsi en cause l'ordre hiérarchique dans la région qui, jusque-là était détenu par le Gabon, ancien leader pétrolier.

En fait, Malabo demande une réforme du fonctionnement des instances sous régionales. Auparavant, une règle tacite accordait les postes de Gouverneur de la BEAC et de Secrétaire Exécutif adjoint de la CEMAC à des gabonais, ceux du Vice-gouverneur de la BEAC, ceux de Secrétaire Général de la BEAC et Directeur Général de la BVMAC à des centrafricains, et de Secrétaire Exécutif de la CEMAC à un camerounais (...). Effectivement, la Guinée Équatoriale était mise en marge de l'occupation des postes de direction de l'organisation.

Ses revendications sont de trois ordres:

- l'adoption du principe de la rotation des membres à la tête des institutions communautaires ;
- La répartition équitable par des effectifs communautaires ;
- La redistribution plus équitable de ses fonds nationaux hébergés par la BEAC.

Ainsi en 1999, à l'occasion du sommet de la CEMAC à Malabo, la Guinée Équatoriale manifeste son désir de devenir le principal leader de la zone. Lors du sommet de mars 2006, elle énonce clairement ses intentions de pétro diplomatie en tant que membre de la CEMAC et en vertu de son poids économique et financier, son pouvoir financier incontournable dans le développement de la sous-région.

Ces prétentions trop affichées ont des répercussions sur la CEMAC en tant qu'organe d'intégration. L'autorité de Malabo n'hésite pas à déclarer: « Qui paie commande »<sup>10</sup>. En plus, elle souhaite que la Guinée Équatoriale soit l'un de ces pays qui pourrait être désigné pour représenter l'Afrique comme membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

---

<sup>10</sup> -*Jeune Afrique/L'intelligent*, N°2322 du 10 au 16 juillet 2005, P70. Cité par Come Damien G. AWOUMOU, "la Guinée équatoriale : le nouveau moteur de la dynamique d'intégration au sein de la CEMAC ?" ENJEUX, Op.cit.

Cette position affichée de ce pays de paraître comme la puissance avec laquelle il faut désormais compter en Afrique Centrale entraîne sans aucun doute des frustrations des anciennes puissances que sont le Cameroun et le Gabon. Même si chacun de ces États n'affiche pas clairement sa frustration, elle est perceptible dans la formation de sous-groupes au sein de l'organisation.

La Guinée Équatoriale affiche une attitude de rapprochement à la République Centrafricaine. De cette même manière, il existe des signes de liaison entre le Congo et le Gabon, le Tchad et le Cameroun. Les groupes ainsi constitués, conduisent la région au bout des frontières invisibles, et difficilement effaçables.

À cette question de leadership vient s'ajouter le problème des frontières qui mettent certains pays en conflit.

### **II-3-3- Les effets des problèmes frontaliers sur la CEMAC**

Certains pays de la sous-région en l'occurrence la Guinée Équatoriale, le Cameroun, le Gabon et le Sao Tomé et Principe connaissent des conflits liés à la redéfinition de leurs frontières coloniales. Cette redéfinition des frontières a des enjeux économiques qui tiennent chaque État dans sa position et qui ne veut entendre raison que si ses revendications sont prises en compte. De ce fait, toutes les tentatives de règlement engagées sont sans résultats positifs.

La plupart des États sortent du cadre de l'organisation et engage des juridictions internationales pour le règlement des conflits en question. Si la CEMAC, l'organisation communautaire doit être mise en marge des questions concernant la sous-région, il y a de quoi à s'interroger sur le bien-fondé de se réclamer d'une organisation sou-régionale. En principe le but de l'organisation est de supprimer les barrières, en permettant une union des États membres. Si cette vision était profondément partagée, un consensus aurait pu être trouvé par l'entremise de l'organisation. Les pays membres de la CEMAC n'auraient pas à faire recours à des juridictions internationales qui ne sont que des pions des multinationales pétrolières. Ceux-ci ne font qu'activer ces conflits aux fins de mieux satisfaire leurs besoins. Ces pays qui devraient normalement œuvrer pour leur développement commun, collaborent difficilement à cause de leurs différends.

La CEMAC est une organisation qui théoriquement a des assises pouvant faciliter une véritable intégration de ses États membres. Les objectifs et les stratégies mis en place donnent

d'avance l'image d'une organisation réussie. Dans la pratique, sa réalisation apparaît difficile. Pour y parvenir, il va falloir que les États membres sachent régler leurs différends à l'intérieur de la communauté. D'ailleurs pourquoi ne pas porter ces différends devant la cour de justice communautaire, puisqu'elle en existe.

### **Conclusion**

Autant le pétrole, dans l'économie de la Guinée Équatoriale, a permis la croissance, l'offre en infrastructures, autant il a entraîné des bouleversements dans la vie politique et relationnelle. Avec cette ressource la course au pouvoir et la transformation du pouvoir en une rente perpétuelle sont devenues un mode de pratique politique. Le pouvoir politique apparaît comme le moyen ultime d'accès et de contrôle de la richesse générée par le pétrole. Aussi, le confort de ce pouvoir rendu possible par la même donne économique renforce les systèmes de confiscation et de consolidation du pouvoir par le régime. À l'opposé de cette barricade se trouve une opposition virulente qui perturbe toute tranquillité du parti au pouvoir. Par ailleurs, vue l'importante contribution aux instances financières de la sous-région, les autorités de Malabo ont réclamé la révision de l'ordre hiérarchique existant. Cette exigence qui met en avant une certaine arrogance crée des problèmes de leadership mettant à mal les efforts d'intégration prônée par la mise en place d'une confédération des États qu'est la CEMAC.

### **Bibliographie**

-AWOUMOU, Come Damien G; "La Guinée Equatoriale: le nouveau Moteur de la dynamique d'intégration au sein de la CEMAC?" in *ENJEUX, Bulletin d'analyse Géopolitique pour l'Afrique Centrale*; N°28 juillet/sept 2006, pp26-33.

-FAVENNEC, J.P et P. COPINSCHI, "Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique", in *Politique africaine n°89*, Paris, Mars 2003.

-*JEUNE AFRIQUE/L'INTELLIGENT*, N°2322 du 10 au 16 juillet 2005

-LINIGER-GOUMAZ, Max, *Brève histoire de la Guinée Équatoriale*, Paris, L'Harmattan, 1988, 216P.

-MVOM ELA, Willson, "La Guinée Equatoriale: l'éveil d'un dragon et le nouvel ordre géopolitique en Afrique Centrale", in *ENJEUX, Bulletin d'Analyse Géopolitique pour l'Afrique Centrale N°28*, Juillet/sept 2006, pp7-13.

-PALE, Miré Germain, "El pueblo ecuatoriano ante el ensayo democrático de Obiang Nguema, ¿imagen de un alumno mediocre?" in *Germivoire, Revue Scientifique de Littérature, des Langues et Sciences sociales*, N°5, 2017, pp.93-105.

<https://docplayer.es/.../63108715-El-pueblo-ecuatoguineano-ante-e>.

-SERRANO CAMPOS, A, *Petróleo y Estado postcolonial: transformaciones de la economía política en Guinea Ecuatorial, 1995-2010, implicaciones para la coherencia de políticas españolas*, Madrid, fundación Corolina, 2011, 148P.

-TCEHNZETTE, Martial, "État sécuritaire, rente pétrolière et ambitions régionales de la Guinée Equatoriale", in *ENJEUX, Bulletin d'Analyse Géopolitique pour l'Afrique Centrale* N°28 de Juillet/Sept 2006, pp14-19.